

"La France n'ira pas à Bruxelles" dans Luxemburger Wort (22 juillet 1965)

Légende: Le 22 juillet 1965, le quotidien Luxemburger Wort décrit les difficultés engendrées dans le contexte de la crise de la chaise vide par le rappel à Paris de Jean-Marc Boegner, représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes, et pointe la complexité des négociations des Six liées notamment au financement de la politique agricole commune (PAC).

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 22.07.1965, Nr. 202; 118e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Frankreich geht nicht nach Brüssel", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_france_n_ira_pas_a_bruelles_dans_luxemburger_wort_22_juillet_1965-fr-82c556ed-2271-4c28-90d9-3999c30d6e0e.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La France n'ira pas à Bruxelles

Paris, le 22 juillet. (AP) À l'issue du Conseil des ministres du gouvernement français, le ministre de l'information Alain Peyrefitte a de nouveau confirmé hier que la France ne participerait pas à la réunion du Conseil des ministres de la CEE le 26 juillet à Bruxelles, lors de laquelle une proposition de compromis sur le financement d'une politique agricole commune doit être débattue.

Interrogé à ce sujet par un journaliste, Alain Peyrefitte a répondu: «Je rappelle que, dans les circonstances actuelles, la France ne participera à aucune réunion relative au marché commun.»

Au Conseil des ministres, le ministre des affaires étrangères Couve de Murville a rendu compte à ses collègues des pourparlers gouvernementaux franco-italiens menés à l'occasion de l'inauguration du tunnel du mont Blanc et qui ont porté sur l'enlisement de la politique de la CEE.

Pas de divergences de vues germano-néerlandaises

La Haye. Le vice-ministre néerlandais des affaires étrangères Leo de Block a démenti hier des communiqués de presse alléguant que la République fédérale d'Allemagne avait essayé de persuader les Pays-Bas d'accepter un compromis sur le financement d'une politique agricole commune au sein de la CEE. D'après le quotidien néerlandais *Telegraf*, le secrétaire d'État allemand Rolf Lahr se serait efforcé en vain, la semaine dernière, d'amener les Pays-Bas à classer provisoirement la question des droits de contrôle plus importants pour le Parlement européen en raison de la résistance française. M. De Block a confirmé avoir eu un entretien de routine avec Lahr et a assuré que Bonn et La Haye continuent à partager les mêmes vues dans la question du contrôle parlementaire du financement de la politique agricole.

Le Parlement européen soutient la Commission de la CEE

Hier, à Bruxelles, la commission politique du Parlement européen a appuyé sans réserve, dans une résolution, les propositions de la Commission de la CEE au sujet du financement de la politique agricole dans le marché commun. Les représentants des grands partis dans les six pays de la CEE, à l'exception de trois députés gaullistes de l'UNR, ont désapprouvé l'attitude de la France qui veut imposer ses intérêts en rompant les négociations et en boycottant les institutions communes. Ils se sont ralliés à l'opinion du président de la Commission de la CEE, M. Hallstein, en estimant que les possibilités des pourparlers des partenaires de la CEE n'étaient pas encore épuisées. Ils ont exprimé la conviction que la Commission de la CEE n'était pas sortie du cadre établi par les traités de Rome en proposant de soumettre le financement de la politique agricole de la CEE au contrôle budgétaire du Parlement européen.

M. Fanfani garde espoir

Hier soir, dans une déclaration devant la commission de politique étrangère de la Chambre des députés, le ministre italien des affaires étrangères Fanfani a exprimé l'espoir que la France participerait quand même à la réunion du Conseil des ministres de la CEE à Bruxelles le 26 juillet et qu'elle essaierait de sortir de l'impasse.

M. Fanfani a indiqué que les deux parties avaient eu l'occasion d'exposer leur point de vue depuis la rupture des négociations le 1^{er} juillet. Lui-même préfère ne pas prendre part à la controverse, mais il estime que la prochaine réunion du 26 juillet est une bonne occasion de renouer le dialogue. Selon lui, il faut espérer que la France participera quand même à ces pourparlers.

Abordant d'autres sujets, Fanfani a assuré que l'Italie soutenait tous les efforts pour rétablir la paix en Asie du Sud-Est.